



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU HAUT-RHIN

PRÉFECTURE

Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques

Bureau des Enquêtes Publiques et Installations Classées
SK/905

A R R E T E

**N° 2 0 1 3 1 4 8 - 0 0 2 3 du 2 8 MAI 2013 portant
mise en demeure à la société ALSABAIL de respecter les
dispositions de l'arrêté préfectoral n°2004-83-8 du 23 mars 2004
réglementant ses installations sises à CERNAY**

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement et notamment son article L.514-1,
- VU** le décret du 31 janvier 2013, paru au J.O. du 1^{er} février 2013, portant nomination de M. Vincent BOUVIER, Préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 18 février 2013,
- VU** le décret du 8 décembre 2011, paru au J.O. du 9 décembre 2011, portant nomination de M. Xavier BARROIS, Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 9 janvier 2012,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2013049-0001 du 18 février 2013 portant délégation de signature à M. Xavier BARROIS, Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2004-83-8 du 23 mars 2004 autorisant la société CIRMAD EST à exploiter une plate-forme logistique à Cernay,
- VU** le récépissé de changement d'exploitant du 4 mai 2006 au profit de la société ALSABAIL,
- VU** la visite de contrôle du 9 avril 2013,
- VU** le rapport du 29 avril 2013 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne dispose pas dans les locaux de recharge des batteries de dispositif permettant de s'assurer que le seuil de concentration limite en hydrogène est de 25 % de la limite inférieure d'explosivité,

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas justifié le débit d'extraction de ses 3 locaux de recharge de batteries,

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas justifié le caractère coupe feu 2 heures des murs des locaux de recharge de batteries,

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a constaté la présence de produits solides dangereux dans la cellule 1 (Farbalon bleu RL 300%, Yuasa Battery Uk, Farbchemie Braun KG),

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas justifié la présence d'un équipement permettant de respecter une concentration en hydrocarbures inférieure à 5mg/l dans les eaux pluviales avant infiltration,

CONSIDÉRANT que sont ainsi réunies les conditions imposant l'application de la mise en demeure préfectorale définie à l'article L.514-1 du code de l'environnement,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1er :

La société Alsabail, désignée « exploitant » ci-après, dont le siège social est situé 7 place Brant – CS 80030 à STRASBOURG (67001), est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 9.3.2, 15.3 et 15.7 de l'arrêté préfectoral n°2004-83-8 du 23 mars 2004 réglementant ses installations sises ZI de l'Europe à Cernay, reprises aux articles suivants, dans les délais fixés aux articles suivants.

Article 2 :

Dans un délai de 4 mois, et conformément aux prescriptions de l'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2004 susvisé :

« Les eaux pluviales de toiture et de voirie sont collectées par un réseau unique, transitent ensuite par un dispositif décanteur-déshuileur adapté à la pluviométrie et permettant de respecter une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l, puis sont dirigées vers le bassin de rétention des eaux d'extinction incendie d'une capacité minimale de 1000 m³ capable de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Elles sont ensuite évacuées vers un bassin d'infiltration d'au moins 400 m³ de capacité. »

Article 3 :

Dans un délai de 4 mois, et conformément aux prescriptions de l'article 15.3 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2004 susvisé :

« Les locaux de recharge de batteries des chariots automoteurs doivent être séparés des cellules de stockage par des parois et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte. Ces parois et ces portes sont coupe-feu de degré 2 heures. Les parois remontent jusqu'à la toiture du bâtiment. La couverture des locaux de recharge est identique à celle des cellules.

Le débit d'extraction de la ventilation est $Q = 0,05 nl$, où

Q = débit minimal de ventilation, en m³/h

n = nombre total d'éléments de batteries en charge simultanément

l = courant d'électrolyse, en A

Le seuil de la concentration limite en hydrogène admise dans ces locaux sera pris à 25 % de la L.I.E. (Limite Inférieure d'Explosivité). »

Article 4 :

Dans un délai de 4 mois, et conformément aux prescriptions de l'article 15.7 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2004 reprises ci-après ou de remettre un dossier relatif à l'article R.512-33 du code de l'environnement dans le même délai :

« Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse, ou qui sont de nature à aggraver un incendie ne doivent pas être stockées dans la même cellule.

Le stockage de matières dangereuses ou explosibles est interdit. »

Article 5 :

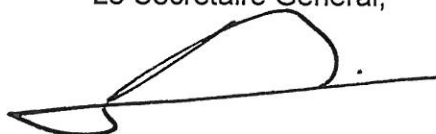
Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L514-1 du Code de l'Environnement.

Article 6 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de THANN et le Directeur Régional de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le **28 MAI 2013**

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Xavier BARROIS

Délais et voie de recours :

(article R. 514-3-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.